



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Direction de la Coordination Interministérielle
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

N° 44106

Arrêté préfectoral du

18 JAN. 2019

portant enregistrement des installations faisant l'objet de la demande présentée par l'EARL BAUDUCEL en vue de la restructuration de l'atelier de porcs situé au lieu-dit « la Clarderie » à BALAZE et la mise à jour du plan d'épandage.

LA PRÉFÈTE de la RÉGION BRETAGNE
PRÉFÈTE d'Ille-et-Vilaine

VU le Code de l'Environnement, notamment son titre 1er du livre V et la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique 2102 ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2015 relatif à l'approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, par le Préfet coordonnateur ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2017 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU la lettre instruction du Préfet de Région du 30 novembre 2010, modifiée le 5 octobre 2018 ;

VU l'arrêté d'autorisation n° 20683 du 23 mars 1993 modifié les 9 juin 1999, 10 décembre 2001, 4 avril 2002, 28 juillet 2008 et 23 février 2015 autorisant Monsieur Jean Claude BAUDUCEL à exploiter un élevage de porcs au lieu dit « La Clarderie » à BALAZE ;

VU le récépissé de déclaration de succession n°33595 du 16 avril 2004 par lequel l'EARL BAUDUCEL succède à Monsieur Jean Claude BAUDUCEL dans l'exploitation de l'élevage de porcs précité ;

VU la demande présentée le 16 octobre 2018 par l'EARL BAUDUCEL ayant pour objet l'enregistrement de la restructuration de l'atelier de porcs au lieu-dit « La Clarderie » à BALAZE et la mise à jour du plan d'épandage ;

VU le rapport de l'inspectrice de l'environnement en date du 22 novembre 2018 ;

CONSIDÉRANT que:

- les conditions d'exploitation, pour les effectifs demandés, sont conformes aux obligations réglementaires,
- les distances réglementaires d'exploitation sont respectées,
- les prescriptions liées aux épandages sont respectées,
- les seuils réglementaires pour l'azote et le phosphore sont respectés,

CONSIDERANT que la fertilisation en phosphore présentée dans le dossier respecte les règles d'équilibre énoncées dans la lettre d'instruction du Préfet de Région du 30 novembre 2010 modifiée ;

CONSIDERANT que l'instruction a permis de déterminer que le projet répond à la réglementation prise en application du programme d'actions au titre de la Directive Nitrates en vigueur ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire général de la préfecture d'Ille et Vilaine ;

A R R E T E

ARTICLE 1 :

Article 1.1. : les installations faisant l'objet de la demande présentée le 16 octobre 2018 par l'EARL BAUDUCEL dont le siège social se situe au lieu-dit « La Clarderie » à BALAZE sont enregistrées.

Les installations sont localisées sur le même site à BALAZE.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

Article 1.2. : Nature et localisation des installations

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Seuil de la rubrique	Critère de classement	Nature de l'installation	Volume autorisé
2102	2a	E	Elevage de porcs (établissements d'élevage, vente, transit, etc., de) en stabulation ou en plein air:	>450	Animaux Equivalents	Naissage, post-sevrage et engraissement	624,6

* E : Enregistrement / RSD : Régime sanitaire départemental / NC : non classable.

Type d'animal	Nombre
Reproducteurs (truies + verrats)(Truies = femelles saillies ou ayant mis bas - Verrats = mâles utilisés pour la reproduction) comptent pour trois animaux-équivalents.	60
Porcelets sevrés de moins de 30 kg comptent pour 0,2 animal-équivalent	168
Autres porcs(Porcs à l'engrais - Jeunes femelles) comptent pour un animal-équivalent	408 + 3

Article 1.3. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles et lieu-dit suivants :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
BALAZE	Section YD ; n° 67;69 Section ZA : n°103 ; 104	La Clarderie

ARTICLE 2 :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et documents joints à la demande.

L'exploitant est tenu de respecter les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1) – par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 et L511-1, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2) – par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application *Télérecours citoyens* accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

ARTICLE 4 :

Le Secrétaire général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Sous-Préfet de Fougères-Vitré et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'EARL BAUDUCÉL ainsi qu'au maire de BALAZE.

Pour La Préfète, et par délégation
Le Secrétaire Général

Denis OLAGNON